

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19024 - 74ÈME ANNÉE

Conséquence du système en place à La Réunion

342000 Réunionnais sous le seuil de pauvreté

En 2015, 40 % des Réunionnais vivaient sous le seuil de pauvreté. C'est trois fois plus qu'en France et c'est le résultat de politiques qui empêchent une grande partie de la population d'avoir droit à un travail. Cela souligne la nécessité d'une rupture avec tout ce qui s'est fait jusqu'à présent pour mettre fin à la pauvreté d'ici 12 ans, conformément à l'engagement de la France, signataire des Objectifs de développement durable de l'ONU. Il appartient donc aux Réunionnais de prendre leurs responsabilités en se rassemblant pour exiger de Paris l'application d'une politique contre la pauvreté.

Sur la base de la distribution des revenus en France, 40 % des Réunionnais vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 d'après une étude de l'INSEE publiée hier. Cela représentait 342000 personnes. Ce taux de pauvreté est trois fois plus important qu'en France, et deux fois plus qu'en Corse. L'INSEE note également qu'en 2015, la moitié des Réunionnais avaient un revenu inférieur à 1190 euros, le niveau de vie médian. En France, ce revenu médian était de 1690 euros par mois, c'était 42 % de plus qu'à La Réunion.

Conséquence du manque d'emplois

«Le manque d'emplois et de revenus d'activité expliquent en grande partie cette plus forte précarité. En 2015, seule la moitié des Réunionnais en âge de travailler

occupent un emploi» contre les deux-tiers en France, explique l'INSEE. Le travail ne protège pas de la pauvreté, puisque 25 % des «personnes vivant dans les ménages dont les revenus d'activité (salaires, revenus des indépendants, indemnités de chômage)», contre 11 % en France, soit plus que le double qu'à 10.000 kilomètres de notre île. L'INSEE note aussi qu'en 2015, les prestations sociales représentaient la première «source de revenu» pour les familles réunionnaises, quatre fois plus qu'en France.

L'étude de l'INSEE montre également que si la pauvreté est trois fois plus importante qu'en France, elle est également inégalement répartie. Les extrêmes sont Salazie, où le niveau de vie mensuel se situe à 920 euros, contre 1515 euros à La Possession. «La pauvreté concerne davantage certaines petites communes rurales : plus d'un habitant sur deux à Salazie (60 %), Sainte-Rose (56 %), Cilaos (54 %) et Saint-Philippe (51 %).

Les plus riches aussi riches qu'en France

Autre donnée importante, l'INSEE constate que les inégalités sont bien plus fortes qu'en France. Le rapport entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres est de 4,7 à La Réunion contre 3,5 en France. Il est à noter que pour faire partie des 10 % les plus riches, il faut gagner plus de 2880 euros par mois à La Réunion, contre 3125 en France. Ceci montre que le système en place dans notre île réussit à garantir aux plus riches un revenu mensuel comparable à celui de la France, mais en est incapable pour les plus pauvres. A cela s'ajoute un coût de la vie plus élevé à La Réunion. C'est une double peine pour les plus pauvres car avec moins, ils doivent faire face à des dépenses plus importantes.

Commentaire

Cette étude confirme la faillite du système en place à La Réunion. La principale raison de la pauvreté, c'est le chômage de masse. En effet, ce système dit à une grande partie de la population qu'il n'a pas besoin de son travail pour fonctionner. Rappelons que l'Objectif numéro un des Objectifs du développement durable de l'ONU est l'éradication de la pauvreté d'ici 2030. En tant que membre de l'ONU, la France s'est donc engagée à respecter cet objectif. Cela

suppose donc la mise en place d'une politique en rupture avec ce qui s'est fait jusqu'à présent. Cette politique doit aussi être différente de celle mise en place en France, car là-bas, le taux de pauvreté est de 13 %, contre 40 % dans notre île.

pour mettre fin à la pauvreté dans 12 ans à La Réunion. Et si Paris n'en est pas capable, alors il revient aux Réunionnais de mettre en place eux-mêmes des actions concrètes pour que dans 12 ans, La Réunion soit libérée de la pauvreté.

M.M.

Responsabilité

Il appartient donc aux Réunionnais de prendre leurs responsabilités en se rassemblant pour exiger de Paris l'application d'une politique

Conséquence du système capitaliste et des séquelles de la colonisation -3-

«Faire travailler leurs enfants les rend pauvres»

Face au travail des enfants, que faire ? La dernière partie de l'article de l'Organisation internationale du travail consacrée à Madagascar donne la parole à deux responsables de l'OIT.

Pour Lauréat Rasolofoniainarison, Administrateur national de projet au bureau de l'OIT à Antananarivo, il est également important de sensibiliser les parents de ces enfants domestiques par une prise de conscience.

«Les parents nous disent souvent qu'ils les envoient travailler au lieu d'aller à l'école parce qu'ils sont

pauvres. Mais le message que nous voulons faire passer, c'est qu'en réalité c'est le fait de faire travailler leurs enfants qui les rend pauvres, en perpétuant un cycle dans lequel l'éducation et la possibilité de s'élever socialement n'ont aucune place. C'est la raison pour la possibilité pour les adultes d'avoir un travail décent et l'existence de socles de protection sociale sont des armes décisives contre le travail des enfants», conclut-il.

Beate Andrees, Cheffe du service des Principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT à Genève confirme ces propos. Elle met en

évidence la nécessité de mettre un terme au travail des enfants au niveau mondial et de protéger les jeunes ayant l'âge légal de travailler.

«Il est indispensable de retirer les enfants de toutes les formes de travail des enfants s'ils n'ont pas l'âge légal de travailler, d'autant plus s'il s'agit de travaux dangereux. Nous devons également nous assurer que ces enfants puissent avoir accès à une éducation de qualité, et qu'ils aillent à l'école au moins jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire pour atteindre l'âge légal de travailler», conclut-elle.

In kozman pou la rout

« Sak i domann la plui i doi aksèp la bou »

Dann tout shoz néna in bon avèk in mové koté. Si ou i kroi tout z'afèr lé bon san-pour-san ou i mète out doi dann out prop zyé. Pars sa sé in n'afèr lé dan la natir épi dann l'aktivité d'moun. Na poin in manyèr pou fèr otroman. Mi koné pa si i apèl sa dyaléktik mé i arsanm bien. I di pa : tout médaye néna son rovèr. Dann in tan moin lé sir in bonpé la pa konéte, téi di : in koté « tête », épi in koté « flèr ». I di pa galman : dann tout mal, néna in bien, épi vèrsi-vèrsa. Donk, si ou i vé fèr in n'afèr, si posib kalkil par avans kèl konsékans ou i vé pa, si néna in konsékans ou i vé pa, mé antansyon lo kontrèr lé bien nésésèr si ou i vé alé pli loin. Arzout èk sa la lite rant lo dé kontrèr, i di é néna rézon, sa sé lo motèr pou Listoir. Alé ! Mi kite azot pou rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

Xi Jinping et Kim Jung Un se sont rencontrés à Beijing

Hier, une semaine après la rencontre Trump, KIM Jung Un était reçu avec les honneurs dans la capitale chinoise. A travers les informations officielles, ils sont apparus beaucoup comme chefs du Parti Communiste Chinois et du Parti du Travail de Corée responsables de la direction de leurs pays respectifs. Ce qui permet aux Réunionnais de tirer les enseignements suivants qui sont extraits de comptes rendus officiels.

1-la bonne entente entre les 2 voisins, voire entre les 2 camarades.

« Les deux dirigeants ont eu un échange sincère et approfondi de points de vue concernant le développement actuel des relations entre la Chine et la RPDC et la situation sur la péninsule coréenne. »

2-l'interprétation positive de rencontre de Singapour.

« La Chine a fait l'éloge de ce sommet », a affirmé M. Xi. Un consensus de principe a été atteint et des résultats positifs ont été obtenus concernant la réalisation de la dénucléarisation sur la péninsule coréenne et l'établissement d'un mécanisme de paix durable sur la péninsule. « M. Kim a indiqué que le sommet RPDC-Etats-Unis avait débouché sur des résultats positifs, correspondant aux intérêts des parties concernées et aux attentes de la communauté internationale. »

3-le soutien inébranlable de la Chine.

« Le PCC et le gouvernement chinois attachent une grande importance aux relations coopératives et amicales entre la Chine et la RPDC ». « Quels que soient les changements de la situation internationale et ré-

gionale, la position ferme du PCC et du gouvernement chinois sur la consolidation et le développement des relations avec la RPDC reste inchangée, l'amitié entre le peuple chinois et celui de la RPDC reste inchangée, et le soutien chinois à la RPDC socialiste reste inchangé », a noté M. Xi.

4-L'exemple chinois, gage du tournant politique.

« Cette année marque le 40e anniversaire de la mise en œuvre de la politique de la réforme et de l'ouverture de la Chine, a rappelé M. Xi, ajoutant que depuis la réforme et l'ouverture, le peuple chinois, sur la base des conditions nationales et en ayant la vision du monde entier, a fait preuve de courage en effectuant son auto-révolution et son auto-innovation, et a exploré une voie de développement correspondant aux conditions nationales du pays. »

5-L'encouragement sur la voie du changement.

« Nous sommes heureux de voir la RPDC prendre une grande décision de concentrer ses efforts sur la construction économique, alors que le développement de la cause socialiste de la RPDC est entrée dans une nouvelle étape historique », a-t-il poursuivi.

6-la reconnaissance de Kim

Kim a salué l'amitié sincère et le soutien précieux du camarade secrétaire général Xi Jinping et du PCC, du gouvernement chinois et du peuple chinois envers lui, envers le Parti du Travail de Corée, et envers le gouvernement et le peuple de la RPDC. M. Kim a exprimé la recon-

naissance et l'appréciation de la RPDC concernant le rôle joué par la Chine dans la promotion de la dénucléarisation de la péninsule ainsi que dans le maintien de la paix et de la stabilité.

7-la garantie du non retour

Kim a indiqué que le sommet RPDC-Etats-Unis avait débouché sur des résultats positifs, correspondant aux intérêts des parties concernées et aux attentes de la communauté internationale. Si les deux parties peuvent mettre en application étape par étape le consensus du sommet, la dénucléarisation de la péninsule coréenne ouvrira une nouvelle et importante perspective, selon M. Kim. En parallèle de cette rencontre, de nombreuses séances de travail ont eu lieu entre des membres éminents des 2 gouvernements sous la conduite du premier ministre chinois, LI Keqiang.

8-l'accélération du mouvement.

Nous assistons donc à une accélération du mouvement historique opéré par le changement d'orientation stratégique décidé par Kim et qui a déjà conduit au succès de la rencontre avec le Président Américain. Nous entrons dans la phase de l'application concrète d'accompagnement du consensus. Tout montre que la Chine a déployé ses moyens, à fond et sans délai. D'ailleurs, il faut se préparer à une prochaine visite de XI en Corée du Nord. Question de vérifier si les engagements pris dans les séances de travail sont bien enclenchés.

Ary Yee Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Gosh konm droit lé égalman responsab si nou lé ankòr zordi dann l'éta ni lé !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi antan bien sak zot l'aprè di toutan dsi sak zot i apèl dévlopman. I fo dévlop sosi pars i pé dévlop sosi. I fo dévlop sola pars i pé dévlop sola. Arète in kou siouplé ! Kozé lé bon, mé fér lé méyèr é tout bann kozèr i fé pa, zot i bate la lang san fin é zamé zot i ariv a rien. L'èrla, zot i krètik gouvèrnman, kisoï gosh konm droit pars konm k'i diré gouvèrnman lé responsab si lé shoz lé dann l'éta k'i lé. Mi antan azot aprè souf dann mon zorèye. Zot i domann amoin, d'aprè moin, kisa lé responsab ? Mon répons lé sinp : Si bann rouj de fon i koné pa kisa lé responsab zot na ka rogard azot dann in glas. Ala kisa lé responsab ! Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant i koz toutan la boush rouvèr, out kozman i rosanm aou mèm épi i rosanm bann réaksyonèr sak téi di an toutan sé nou lé responsab si la sityasyon lé ankòr zordi sak èl i lé : in départman atipik ni dévlopé, ni pa dévlopé. Par plas konm moin la fine di dann in dèrnyé modékri.

Matant ou i roproush anou fé port lotèr dsi gouvèrnman gosh konm droitrode l'inposib .kisa lé responsab don, Sak lété o pouvoir dopi in ta d'zané, kisoï gouvèrnman la droite, kisoï gouvèrnman la gosh. Pou kosa mi di sa ? Pars inn kon m l'ot la palik in politik l'asimilasyon épi l'intégrasyon. Inn kon m l'ot la fé sak ni apè a zisterézon in néo-kolonyalism.

Mi pans ou i sava dir amoin, nou bann rouj nou lété o pouvoir. Kèl pouvoir matant ? La pal o pouvoir réèl mé arienk in domi sansa in kar d'pouvoir é sa lé vré dsou la droit konm dsou la gosh. Pars m'a dira ou matant inn ko nm l'ot la bien protèj lo néokolonyalism : in manyèr transform lo larzan piblik an larzan privé. In manyèr anrishi bann sosyété déor é apovri lé n'ot.

Lé vré la droit épi bann sosyalis la sèrv zanbèk kont nou é kan nou téi réklam in n'afèr pou tir anou an déor d'la dominnsyon épi l'èsploitasyon zot lété la, avèk zot lanspèk pou anpèsh La Rényon avansé, pou anpèsh mète ali an l'èr ;

Tok ! Pran sa pou ou monvyé matant, vyé lanspèk par ou mèm-mèm étan famiy avèk mon famiy.

Justin